

Barbara Allen

LES TARTERÊTS, UN QUARTIER D'ACCUEIL ?

Situés à Corbeil-Essonnes, « Les Tarterêts », 2000 logements, entre 7000 et 10 000 habitants, environ 85 % des chefs de ménage d'origine étrangère, est un des « quartiers sensibles » les plus fortement médiatisés ces dernières années. Divers problèmes de trafic, des affrontements entre bandes de jeunes rivales qui avaient engendré la mort de l'un d'entre eux et des représailles sans fin entre ce quartier et un autre à proximité, ont contribué à façonner une réputation négative. Le nom de ce quartier est régulièrement brandi comme emblématique de la pauvreté, de la violence et de l'insécurité. Une enquête (Allen B. et *al.*, 2000) réalisée dans ce quartier à partir d'entretiens approfondis menés avec une centaine de familles conduit pourtant à le considérer comme un « quartier ressource », un « quartier d'accueil ». La qualité d'accueil du quartier se construit ici autour d'une problématique de l'altérité qui articule le « dedans » et le « dehors » du quartier.

Les Tarterêts : un lieu d'habitat apprécié

Cette enquête avait été initiée par le principal organisme de logements sociaux du quartier qui souhaitait apprécier l'efficacité de son action à mi-chemin de son projet de requalification urbaine. Il s'agissait également d'alimenter la réflexion des partenaires du projet de développement social et urbain des Tarterêts sur les orientations futures.

Les investigations conduites et la méthode utilisée reposent sur une problématique de l'habiter selon laquelle toutes les personnes tentent de réaliser dans leur habitation un investissement qui ait du sens pour elles, qui les aide à ménager un lieu où elles puissent « être ». L'habiter désigne les conduites, les représentations, les significations relatives à l'espace habité. Il ne concerne donc pas un ou des objets mais un système de relations à « l'espace habité ». Nous cherchons à analyser si pour ces personnes, éventuellement fragilisées sur le plan socioéconomique et vraisemblablement sensibles à l'image qui leur est renvoyée du fait du lieu où elles habitent (les HLM), leur habitat se construit en un « habiter », c'est-à-dire un lieu qu'elles puissent investir, qui ait du sens, où

elles puissent se ressourcer, où elles se sentent à l'abri, un lieu qui ménage une place au passé et à l'avenir. Au travers de la notion de « mode d'habiter »¹ nous cherchons à qualifier l'investissement résultant de la rencontre entre une personne et un habitat. Cet investissement va dépendre des habitants, de leurs trajectoires résidentielles, de leurs attentes, de leurs aspirations et de la signification que revêt pour eux l'arrivée dans un quartier qui a lui-même certaines caractéristiques et qui s'inscrit dans une histoire, un lieu dont le sens a été façonné dans le temps.

L'analyse a permis de mettre en évidence un résultat inattendu au vu de la réputation du quartier des Tarterêts. Il semblerait ainsi qu'il constitue, en tendance, un lieu d'habitat apprécié pour une partie non négligeable de sa population. Nous avons identifié trois « modes d'habiter » qui totalisent 98 % des personnes interrogées.

Le mode d'habiter « Partir pour fuir la promiscuité » représente 25 % des personnes interrogées. Le sentiment d'urgence à quitter le quartier, l'espoir d'un départ rapide, résume assez bien la tendance majeure de ces personnes. Vivre aux Tarterêts est insupportable parce que cela inscrit dans une proximité et une identification sociale détestable renforcée par l'identité négative renvoyée de l'extérieur. Les personnes n'arrivent pas à se protéger de cette proximité « intrusive » des autres qu'elles rejettent ; la situation difficile qu'elles vivent se traduit par l'impossibilité d'investir au moins leur logement comme un « espace du chez soi ». Elles sont profondément insécurisées et ont une vision très négative du devenir du quartier. Elles ne perçoivent pas les changements dans le quartier et ne croient pas à une amélioration de sa situation.

Le mode d'habiter « l'adaptation » représente lui aussi 25 % de l'échantillon. Environ deux tiers des personnes se sont installées récemment dans le quartier

1. Les entretiens conduits sont traités à partir d'une grille de codage comprenant environ 600 variables de différentes natures (descriptives, analytiques, interprétatives). Un traitement statistique (analyse factorielle, analyse hiérarchique) permet ensuite d'identifier des classes que nous appelons « mode d'habiter ». Ces classes décrivent différents types d'investissement dans l'habitat. Elles sont constituées de modalités de variables ou de variables qui sont partagées par des individus et qui les différencient des autres.



Les jeunes des Tarterêts.
© D. R.

et ne souhaitent pas venir y vivre, mais elles s'en sont plutôt bien « accommodées ». Installées dans une forme de repli structurel², elles ont fortement investi leur logement. La réussite de cet investissement dépend d'une fermeture importante aux autres et à autrui. Inscrites dans une mise à distance des autres réussie, ces personnes ne semblent pas vivre les Tarterêts sur le mode du refus ou de l'opposition.

Le mode d'habiter « Plaisir et difficultés de l'attachement » représente 48 % de l'échantillon. Un attachement très important au quartier est étayé sur des relations sociales riches et diversifiées. Les déplacements et les pratiques vers l'extérieur du quartier, dans un périmètre très large sont extrêmement importants et sous tendus par la sociabilité et des activités diverses et variées. Ce sont principalement les variables relationnelles (importance et variété des relations, inscription dans des réseaux) qui médient le sentiment d'être partie prenante de la vie du quartier. Une pratique importante et investie des espaces publics constitue une caractéristique fondamentale de la vie quotidienne de ces habitants. Ils ont, en majorité, une capacité à penser l'avenir, ont des perspectives pour eux-mêmes et leurs familles. Les personnes qui souhaitent continuer de vivre dans le quartier sont précisément celles porteuses de perspectives. Celles qui souhaitent quitter le quartier y sont pourtant très

attachées mais souhaitent mettre à distance une situation vécue douloureusement. La perception du devenir du quartier est dans l'ensemble plutôt positive.

Le quartier comme lieu ressource

Malgré les difficultés rencontrées par le quartier au cours des dernières années, et dans un contexte de vie socio-économique souvent très difficile pour les habitants, la vie dans le quartier, l'espace social qu'il constitue, remplissent manifestement des fonctions importantes pour un certain nombre d'habitants, ce qui permet de s'interroger sur « une fonction ressource » du quartier.

Le quartier, lieu ressource est particulièrement évident pour le mode d'habiter « Plaisir et difficultés de l'attachement ». Des relations sociales riches et diversifiées donnent aux personnes le sentiment de

2. Le repli est un mode d'habiter dont nous avons pu stabiliser les caractéristiques à partir de la comparaison entre plusieurs enquêtes du même type. Il se caractérise par la recherche d'un investissement dans le logement contre l'environnement dans lequel on habite ou en s'en isolant qui permette de s'y sentir « chez soi ». Le repli peut être réussi ou échoué. Il est qualifié de « structurel » lorsqu'un certain mode d'être dans la relation aux autres (la mise à distance, l'effacement) n'est pas vécu sur le mode du manque et de la souffrance. Ce mode d'être dans la relation aux autres conduit à une forme d'impossibilité représentative des autres eux-mêmes ou à leur annulation.



« faire partie » du quartier, « d'être partie prenante » de sa vie. Ces relations, et c'est un élément fondamental compte tenu des caractéristiques du peuplement des Tarterêts, ne se construisent pas en opposition par rapport à « un extérieur » du quartier, bien au contraire, la relation est de continuité et d'intégration. Autrement dit, pour une majorité de ces personnes la richesse relationnelle qu'elles ont trouvée dans le quartier, mais aussi une certaine manière d'y vivre joue un rôle de soutien. Le quartier peut continuer d'abriter pour une partie d'entre elles la pensée d'un devenir. Il ne s'oppose pas, à ce qu'elles ont réalisé pour elles-mêmes. L'amélioration des conditions de vie (socio-économiques, logement, services, école pour les enfants) déjà réalisées pour soi et sa famille par rapport à une situation antérieure ainsi que les perspectives à venir d'amélioration font partie des facteurs qui concourent à cette situation favorable.

On pourrait ainsi estimer que ce mode d'habiter présente des proximités importantes avec les analyses de L. Wirth (1980) puisque le quartier apparaît comme un lieu médiatisant une relation de continuité entre le passé (le pays et la culture d'origine) et l'avenir. Il constituerait un lieu d'adaptation et de négociation entre l'identité passée et l'identité à venir, un lieu de composition et de construction d'une identité sociale dans le temps. Il permettrait, pour les personnes

d'origine étrangère, de négocier et de construire l'inscription dans la société d'accueil (au travers de soi et de ses enfants). La présence de personnes de même origine, voire la présence de personnes d'autres origines auxquelles l'on peut se co-identifier autour de contenus liés à la perte du pays d'origine permettrait d'en atténuer l'impact et de l'élaborer. Elle favoriserait peut être aussi une certaine forme de tolérance aux pratiques et aux coutumes des autres.

Dans le cas de ceux qui « s'adaptent », la ressource est d'une autre nature. La comparaison avec des modes d'habiter comparables identifiés dans d'autres quartiers³ a permis de mettre en évidence une différence radicale puisque ici ces personnes, installées dans une forme de repli structurel, ont accès à une représentation de leur devenir et de l'avenir du quartier où elles habitent et cette représentation est assez optimiste car elles font confiance à l'action des institutions qui interviennent dans le quartier. Elles sont sensibles aux améliorations réalisées ces dernières années. Par exemple, elles sont les plus nombreuses à percevoir les efforts d'embellissement du quartier

3. Nous avons mis en évidence des modes d'habiter très proches notamment dans le quartier de la Plaine du Lys à Dammarie-les-Lys et à la Coudraie à Poissy. Les personnes n'avaient alors pas accès à une pensée du changement ou de l'action des institutions.

qui « vu de leur fenêtres » est agréable.

Ce qui permet, à notre avis, de lier deux contenus *a priori* incompatibles, comme le repli structurel et la capacité de s'investir dans une pensée du changement, tient précisément aux caractéristiques de la vie sociale des Tarterêts et à la manière dont elle se déploie dans les espaces publics. Ces personnes, isolées chez elles, dans une absence de relations réelles avec les autres, ne sont présentes au quartier qu'en l'observant par la fenêtre, et donc paradoxalement se projettent plus directement dans les pratiques de l'espace public vues de la fenêtre. En période d'intervention active des institutions, du logeur en particulier, cette projection semble fonctionner pour certaines d'entre elles, de manière positive. Pouvoir tenir à distance les autres habitants du point de vue des relations effectives, et percevoir leurs interactions et leurs relations de manière non négative ou intrusive serait positif. Ainsi se construirait progressivement par la pensée et surtout par la médiation de l'intervention institutionnelle une forme « de relations à distance », qui aurait une vocation rassurante et protectrice.

Les trois quarts des personnes du mode d'habiter « adaptation » installées récemment (moins de cinq ans) dans le quartier ne souhaitaient pas venir y habiter et pourtant une sur deux s'y sent aujourd'hui chez elle. La moitié des personnes du mode d'habiter « Plaisirs et difficultés de l'attachement » est également récente et n'a pas souhaité s'installer dans le quartier et quatre sur cinq s'y sentent aujourd'hui chez elles⁴.

On observe donc un potentiel, une capacité « installante », accueillante du quartier qui permet à la plupart d'entre elles de se sentir bien, « chez elles » dans leur logement, de fortement s'y attacher et de se sentir « chez elles » dans le quartier.

Il semble que les relations et les réseaux qui existent dans le quartier, la présence de quelques familles installées là depuis longtemps qualifient chaleureusement le quartier qui « accueille » les nouveaux arrivants dans un univers dont le sens se construit rapidement en un sentiment d'attachement. Ces réseaux et ces relations médiatisent également l'accès aux institutions.

L'occupation sociale, ressource et stigmat

La spécificité du peuplement du quartier induit des modes de re-connaissance, d'interconnaissance qui participent du développement des relations sociales et contribuent à la construction d'un espace social particulier. Pourtant, la spécificité de ce peuplement contribue aussi de la construction d'une identité négative douloureuse.

Le sentiment d'une « spécialisation » du quartier est associé à l'importance de la population d'origine étrangère, et surtout à l'absence des « autres », ceux qui



Fanfare des Tarterêts.
© D. R.

y travaillent au titre des différentes institutions sans y habiter, et plus généralement la population « française d'origine ». *A contrario* des sentiments exprimés dans beaucoup de quartiers d'habitat social, l'imaginaire d'un passé mythique n'est pas ici celui de l'époque « bénie » où il n'y avait que des « Français », dont la diminution progressive du nombre traduirait la dégradation inexorable du quartier. Les habitants les plus anciens, sont ici de la même origine que les nouveaux habitants du quartier et partagent avec eux l'imaginaire d'un quartier dont la richesse, le caractère accueillant résidaient précisément dans cette cohabitation de personnes d'origines multiples – dans la différence et la diversité. Ce qui est ainsi vécu douloureusement aujourd'hui, c'est la disparition de ceux qui conféraient au quartier d'être réellement un quartier multiculturel, (les Français d'origine et autres Européens).

L'évolution du peuplement, de l'occupation sociale du quartier sont appréhendées par un certain nombre d'habitants comme une conséquence – et parfois une action délibérée – de l'action publique. Se retrouver à 85 % entre personnes d'origines étrangères ne peut être imputable au hasard et beaucoup imaginent qu'on leur a proposé un logement ici parce qu'ils étaient « étrangers » ou parce « qu'aucun Français » ne voulait venir y habiter. Pour beaucoup de personnes, l'occupation ethnique et sociale du quartier aurait ensuite conduit les pouvoirs publics à ne prêter qu'une attention très faible à ce quartier. Cela s'est traduit par la disparition des commerces, l'insécurité, le chômage et l'emploi précaire, l'absence de devenir pour certains jeunes, le délabrement du quartier dans son ensemble, jusqu'aux six dernières années, l'impossibilité de trouver un emploi ou un logement avec l'étiquette

4. La durée d'installation de l'ensemble des personnes interrogées se répartissaient comme suit : Installation inférieure à 5 ans, 49 % ; de 5 à 10 ans, 16 % ; de 10 à 20, 16 % ; plus de 20 ans, 20 %.

« Tarterêts ». Cet ensemble de perceptions conduit à la construction d'un statut dévalorisant et à des représentations négatives de la place et des perspectives offertes à ces personnes dans la société française.

Le sentiment d'être enfermé dans le quartier est construit par ceux qui n'y sont plus (Français d'origine et Européens) et aussi, encore plus massivement par ceux qui n'y viennent pas du fait de la « réputation » du quartier, de sa médiatisation qui le construit en un lieu clos où des services (être livré lorsque l'on achète un meuble, etc.), des droits (être soigné la nuit lorsque l'on est malade, etc.) commençaient à ne plus être accessibles. Le sentiment d'enfermement n'est donc pas construit par la configuration du quartier lui-même, par ceux qui y habitent, par leurs pratiques mais par les autres, par ceux qui sont dehors et qui n'y viennent pas. Par le vécu douloureux d'une forme de statut d'exception par rapport au droit commun.

La question du statut conditionne donc la perception des actions et des projets conduits depuis six ans par le principal organisme HLM présent dans le quartier, et par la mairie. Les actions pour favoriser l'emploi d'habitants du quartier (création de petites entreprises qui interviennent dans le quartier sur commande et rémunération du logeur, ou au moins avec son soutien) sont vécues comme la « preuve » que « des entreprises normales » ne veulent pas venir là, et que les habitants « n'ont pas droit » à la même qualité de services « qu'ailleurs ». *A contrario*, les actions d'embellissement des espaces extérieurs et les plantations de fleurs aux abords d'immeubles, ont un impact important, elles sont perçues comme un « acte gratuit » pour conférer au quartier un caractère plus agréable.

La représentation d'une « spécialisation » du quartier participe de la vision, intériorisée par un grand nombre d'habitants, que ceux qui restent sont ceux qui n'ont pas pu partir, et même s'ils n'ont pas voulu partir, ils subissent l'assignation, la captivité. Certaines des personnes interrogées, profondément attachées au quartier et s'y sentant bien partent ou envisagent de partir au nom de la représentation dominante et intériorisée que « quelqu'un de bien » ne peut rester là, ou dit autrement, que ce quartier est un quartier d'intégration et que le départ marque une intégration réussie. Or celle-ci n'est possible précisément que dans la mesure où l'intégration proposée par les institutions trouve des relais dans la population locale, trouve au sein du quartier la capacité installante mentionnée plus haut.

L'identité sociale des habitants des Tarterêts

La manière dont les habitants arrivent à négocier leur statut social actuel et à anticiper leur futur en

regard de leur passé est très variable. La question des identités sociales et du statut social des habitants des Tarterêts, la manière dont habiter ce quartier situe et inscrit les personnes dans la société française, constituent le cœur de la problématique de ce quartier. Nombre des éléments qui précèdent dessinent des contenus finalement assez proches de ceux analysés par Norbert Elias. L'exclusion fonctionne sur un mode symbolique au moins autant que dans la réalité et l'absence des autres, le refus des autres, le regard porté, portent atteinte à l'image de soi (Elias N., Scotson J.-L., 1997).

Mais cette exclusion, réelle et symbolique, ce vécu de ségrégation s'inscrivent dans des processus plus complexes. Ainsi, la problématique fondatrice du rapport à l'habitat des personnes interrogées se joue dans la tension entre « le dedans » et « le dehors » du quartier. « Le dehors » les exclut en homogénéisant progressivement le quartier et en portant sur lui un regard stigmatisant. Pourtant, quelles que soient la souffrance et les difficultés rencontrées, cet extérieur, cet ailleurs, même si elles s'en vivent exclues, participent pour un certain nombre d'entre elles, d'une tension plus ou moins bien gérée selon les cas, mais qui produit de l'indignation, le désir d'avancer et de progresser.



French cancan aux Tarterêts.

© D.R.

C'est l'analyse d'un autre quartier (Allen B. et al. 2001) qui nous a conduit *a posteriori* à cette remarque qui peut paraître étonnante. Dans cet autre quartier qui comprend également une population d'origine étrangère importante, la situation était toute autre. L'une des absences les plus flagrantes dans les entretiens réalisés a précisément concerné le statut social et le sentiment d'exclusion sur lesquels les habitants ne se sont pratiquement jamais exprimés, comme si cela n'existait pas. Ce que dans ce quartier, nous avons appelé « l'absence d'ailleurs » ne concernait pas uniquement la localisation particulière de ce quartier ou la relative absence des lieux où se déplacer, mais

aussi l'absence d'autres lieux investis par le désir, le rêve ou la nostalgie et surtout l'absence d'espaces sociaux qui puissent constituer une ressource identitaire. L'absence de sentiment d'exclusion, l'absence de la thématique du statut social à habiter là, montraient qu'il n'y avait pas de construction d'un « extérieur » du quartier qui constituerait une ressource identitaire, fut-ce pour s'en sentir évincé. Le quartier se refermait ainsi en un univers du « même », un huis clos spatial et temporel à l'intérieur duquel se développaient les conflits, une insécurité paroxystique. Dans le cas de ce quartier, la plupart des habitants n'avaient plus de ressources internes leur permettant de s'indigner, de se révolter, de penser leur situation. Alors que cela constitue une caractéristique de la majorité des habitants que nous avons interrogé aux Tarterêts.

Négocier le stigmatisme

Le sentiment d'une identité commune, partagée, s'étaye pour le mode d'habiter « plaisir et difficultés de l'attachement » sur un ensemble de sources positives internes au quartier (le tissu relationnel, le sentiment de « faire partie de » et de contribuer à ce dont on fait partie, etc.). Mais en même temps, ce sentiment de faire partie d'un même espace social qu'ils partagent et co-construisent les uns avec les autres est perçu comme l'origine de ce qui fait identifier eux et le quartier où ils habitent comme un lieu stigmatisé par les autres (ceux du dehors, cette fois). Cette identité négative qui leur est renvoyée de l'extérieur trouve un écho à l'intérieur même du quartier puisque les autres dont ils sont proches et auxquels ils s'identifient leur renvoient aussi, au travers d'un certain nombre de pratiques (la saleté, notamment), une image de soi dévalorisée. Cela crée, en quelque sorte, un effet boomerang entre le dedans et le dehors, et favorise ou conforte pour certains d'entre eux l'ensemble des représentations négatives associées au peuplement et à la spécialisation du quartier. Toutefois, de manière générale pour ce groupe, les composantes positives l'emportent sur les représentations négatives.

La manière dont se rencontrent et se composent des sources positives et négatives liées à l'occupation et au peuplement pour le mode d'habiter de « l'adaptation » est difficile à analyser. Pratiquement par définition, leur vie s'organise autour du logement et « l'extérieur » – (quartier, hors quartier) est peu présent tant dans leurs pratiques que dans leurs représentations. Il paraît certain que la réputation du quartier a joué un rôle dans le fait que ces personnes ne souhaitaient pas s'y installer. Toutefois, au moins une partie d'entre elles trouve manifestement des bénéfices réels à vivre aux Tarterêts. Le sentiment de la présence des autres et d'un certain mode de relation des autres entre eux semble jouer un rôle positif pour eux. Mais il ne faudrait pas que les « autres » portent atteinte « au cadre » à



Militants des associations de quartier.

© D. R.

l'intérieur duquel elles ont besoin d'être protégées pour se sentir bien. Ce « cadre » c'est le logement, dont la qualité protectrice pourrait être affectée par des problèmes liés à la propreté, des problèmes techniques et par le sentiment d'insécurité, si ceux-ci se développaient.

Enfin, pour les habitants qui veulent fuir la promiscuité, le quartier ne constitue pas une ressource bien au contraire, c'est un espace social dévalorisant. La quête d'un lieu qui soit moins porteur d'un statut social stigmatisant les pousse à partir. Vivre aux Tarterêts signifie être isolé par rapport à un ailleurs dont ils ont une pratique réelle et qui constitue le lieu le plus investi de leur sociabilité. Ils n'arrivent pas réellement à distinguer « ces autres » du quartier comme étant différents d'eux-mêmes. La proximité ethnique et/ou sociale dans laquelle ils sont placés de fait, en habitant là, envahit tout l'espace de leur rapport au quartier, parce qu'elle est vécue comme un obstacle à une identification aux « absents », ceux qui ne sont pas là, qui sont dehors et qui leur renvoient une image négative. L'occupation ethnique et sociale du quartier et la proximité dans laquelle elle les installe avec d'autres, mais aussi l'image d'eux-mêmes qui leur est renvoyée de l'extérieur, construisent ainsi une identité négative qu'ils cherchent à fuir. Ainsi dans ce groupe, l'identité se construit en termes d'exclusion : Être là avec les autres c'est être comme eux. Aspirant à être comme les autres, ceux du dehors, ces personnes ne peuvent que rejeter en bloc ceux du quartier. Pour les personnes d'origine étrangère, habiter là signifie un double échec sur des dimensions qui sont liées et co-constitutives l'une de l'autre : être étranger et n'avoir pas réussi socialement.

Les facteurs favorisant une capacité d'accueil

Au cours des entretiens, nous avons rencontré peu de personnes « socialement déstructurées », c'est-à-dire

sans emploi depuis longtemps, avec des problèmes de santé ou des difficultés psychologiques majeures, une forme d'abandon d'elles-mêmes. Par contre, dans nombre de familles, le chef de ménage cumulait deux emplois précaires. Malgré des difficultés économiques évidentes et importantes, il est apparu qu'une majorité (64 %) avait le sentiment d'une amélioration de ses conditions de vie socioéconomiques par rapport à une situation antérieure dans le pays d'origine. La qualité des logements participait de ce sentiment d'amélioration ainsi que l'école, fortement investie par un certain nombre comme une chance qu'ils n'ont pas eue et qui était donnée à leurs enfants.

Les services et les équipements pourtant peu nombreux et peu avenants jouent un rôle fondamental. Les personnes les fréquentent assidûment et ils constituent indiscutablement une ressource. Leur action, celle des associations, les relations d'entraide et de solidarité à l'intérieur du quartier, dessinent un véritable maillage. Toutefois, comme le montre l'analyse précédente, il y a une difficulté dans le passage de cette capacité à s'adresser aux institutions et la construction d'une représentation du rôle des institutions et de l'action publique.

Cette reconnaissance souvent diffuse de l'école comme élément clef de l'amélioration réalisée par rapport à une situation antérieure, suscite chez un certain nombre de personnes du mode d'habiter « Plaisir et difficultés de l'attachement » un investissement important qui nourrit – et cela a été l'une des surprises les plus importantes de l'enquête conduite –, une forte adhésion aux valeurs de la République.

L'école, et au-delà l'Université d'Évry tout proche, sont investies de la mission d'améliorer la vie quotidienne et de permettre pour certains l'accès à de nouvelles professions. Ainsi, de nombreuses personnes se sont ainsi exprimées sur la manière dont elles souhaitent et recherchent une intégration entre les valeurs de la société française (l'égalité, la liberté, la démocratie, etc.) et les valeurs et les pratiques de la religion musulmane et ont manifesté le désir que leurs enfants soient élevés à l'intérieur et dans le cadre des idéaux républicains.

La pratique de la religion musulmane a une fonction cohésive à l'intérieur du quartier ; c'est elle qui permet la coexistence des différences malgré les origines et les cultures variées. C'est d'ailleurs au nom de cette adhésion conjointe aux valeurs de l'islam et à celles de la république qu'un certain nombre d'habitants ne comprennent pas la situation d'exception du quartier (regroupement des étrangers ; abandon de l'action publique pendant des années), et vivent cela comme un rejet.

Pour certains, la douleur est liée à un sentiment d'incompréhension et d'injustice, pour les autres, ceux qui se vivent en échec sur le plan socio-économique, cette incompréhension s'est transformée en un

sentiment de trahison.

Pour 36 % des personnes interrogées, le projet de qualification mis en œuvre par le bailleur a déjà eu des effets significatifs ce qui a permis un « début de réparation » ou une « consolidation » de leur rapport au quartier et de la manière dont elles y vivent. Il s'agit là d'un résultat notable.

Hormis le mode d'habiter de « l'adaptation », plus centré sur le logement, les autres habitants ont une pratique extrêmement importante de « l'extérieur ». Les déplacements vers l'ensemble du bassin d'habitat, vers les centres commerciaux, vers Paris, sont importants et obéissent à des causes variées. Ainsi, et cela est également lié à la localisation du quartier, nombre d'habitants disposent d'un espace social très vaste inscrit dans une relation de fluidité par rapport au quartier et circulent au sein de l'agglomération et dans celle voisine d'Évry. Le sentiment de discrimination concerne surtout l'obtention d'un emploi ou d'un logement à l'extérieur des Tarterêts.

Loger, accueillir, conforter

Assimiler le fait de vivre aux Tarterêts à une « voie de garage » est donc simpliste. Pour une fraction non négligeable de sa population, ce quartier constitue une ressource, un lieu d'accueil et de négociation d'un rapport entre le passé et l'avenir, un lieu de construction d'une nouvelle identité sociale. Trois conditions nous semblent fondamentales à réunir pour consolider les processus dynamiques notés ci-dessus.

Beaucoup d'aspects du fonctionnement interne du quartier ont progressé ces dernières années à l'initiative des logeurs, de la mairie et de l'État, mais aussi à l'initiative des jeunes et des femmes qui ont développé un tissu associatif qui fait repère dans le quartier. La plupart des partenaires engagés dans le projet conduit jusqu'ici souhaitent continuer leur effort pour améliorer la qualité urbaine du quartier (amélioration de la qualité technique des immeubles, qualification des espaces extérieurs, restructuration des voiries, disparition des tours les plus déqualifiées et du centre commercial). Ils entendent continuer d'améliorer l'offre d'équipements et de services et consolider les relations engagées avec les habitants les plus impliqués dans la vie du quartier. Certains insistent sur le fait que ce quartier peut, pour un certain nombre, abriter une progression et un devenir.

Une dimension fondamentale des actions conduites – d'où peut-être d'ailleurs leur impact sur les habitants – a résidé dans leur orientation. Elles n'ont pas été conçues et conduites au nom d'un idéal mythique de ce que le quartier devrait devenir qui aurait constitué – comme c'est souvent le cas – une négation de ce qu'il est et de ses habitants – mais, elles sont précisément parties d'une analyse du quartier pour le faire évoluer de manière favorable pour ses habitants en tenant

compte de ce qu'il était.

Pour que l'amélioration du fonctionnement interne du quartier soit effective, voire pour qu'il puisse continuer de remplir pour un certain nombre une fonction ressource, des conditions autres sont à remplir, qui ne sont pour l'instant ni imaginées, ni pensées.

Les quartiers d'habitat social ont, pour la plupart, bénéficié d'une image positive au sein de la société dans son ensemble tant qu'ils constituaient à la fois une progression par rapport à des conditions d'habitat antérieures mais aussi tant qu'ils étaient situés et identifiés comme le moment d'un parcours résidentiel qui permettait d'en partir.

Un quartier comme les Tarterêts a encore cette pratique des anciens quartiers d'habitat social, mais ceux qui y restent ou ceux qui arrivent là vivent maintenant cela comme une assignation à résidence qui constitue souvent la raison même de la stigmatisation des quartiers d'habitat social. Pourtant le quartier ne

pourrait pas accueillir de nouveaux habitants si d'autres n'en parlaient pas.

La question pour les habitants des Tarterêts, comme pour ceux d'autres quartiers d'habitat social très stigmatisés est de disposer pour eux-mêmes d'une possibilité réelle et fondée de parcours résidentiel. Les opérations de renouvellement urbain qui devraient être engagées à une très grande échelle dans les prochaines années devraient prendre cette question en compte et veiller à une plus grande diversité et fluidité du parc et à son accessibilité.

Il s'agit là d'une condition fondamentale dans la mesure où elle permettra aussi de réinjecter dans le fait d'habiter dans tel ou tel quartier – y compris aux Tarterêts – des dimensions de choix dont les habitants sont aujourd'hui totalement dépossédés.

Barbara Allen

RÉFÉRENCES

Allen B., Marie N., Piettre A., Guigou B., (2000), *Analyse des Dynamiques résidentielles du quartier des Tarterêts*, Paris, CSTB.

Allen B., Piettre A., Marie N., Ranoux M., Brugère M., (2001). *Analyse des Dynamiques résidentielles et des relations sociales des habitants de Montereau Surville*, Paris, CSTB.

Elias N., Scotson J.-L., (1997), *Logiques de l'exclusion*, Fayard.

Wirth L., (1980), *Le ghetto*, Presses universitaires de Grenoble.

Barbara Allen, psychosociologue, est directrice de recherche au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. Elle intervient dans les quartiers d'habitat social principalement à la demande des organismes logeurs pour évaluer les opérations engagées par ces derniers pour rénover leurs méthodes de gestion.
<allen@cstb.fr>